

## Notre vision

Le Bureau de l'UICN en Guinée Bissau a été créé en 1988. Le Comité national de l'UICN est composé de 9 membres qui travaillent en partenariat pour atteindre leurs objectifs propres et contribuer en même temps aux priorités stratégiques de l'Union. Ces Membres sont :

- Ministério dos Negócios Estrangeiros
- Centro de Investigação Pesqueira Aplicada (CIPA)
- Gabinete de Planificação Costeira (GPC)
- Centro de Estudos Ambientais e Tecnologia Apropriada do Instituto Nacional de Estudos e Pesquisa (CEATA/INEP)
- Direcção Geral das Florestas e Fauna (DGFF)
- Instituto da Biodiversidade e das Areas Protegidas (IBAP)
- TINIGUENA (Essa terra é nossa)
- AD – Acção para o Desenvolvimento
- Grupo de Apoio à Educação e Comunicação Ambiental "PALMEIRINHA" (GAECA)

La mission de l'UICN en Guinée Bissau décline les priorités globales de l'Union en prenant en considération les spécificités nationales, et en particulier la dépendance étroite du pays par rapport aux ressources naturelles. Une grande partie de la sécurité des populations dépend en effet d'un environnement en bonne santé : climat favorable, produits de la mer (poissons, coquillages, crevettes) et de la forêt (faune, fruits, bois, pharmacopée), terres agricoles, le tout exploité de manière efficace grâce à des savoirs traditionnels qui se transmettent de génération en génération.

L'économie nationale et les recettes de l'Etat reposent en grande partie sur les ressources naturelles et en particulier les ressources halieutiques. Depuis peu, on observe un intérêt de plus en plus marqué pour les ressources minières telles que le phosphate, les terres rares, la bauxite ou encore les hydrocarbures. Cette dépendance presque exclusive de l'économie nationale vis-à-vis des ressources naturelles renforce le rôle et la mission de l'UICN en Guinée Bissau. Seule organisation internationale d'Environnement présente dans le pays, l'UICN s'est fixée pour mission d'appuyer ses partenaires gouvernementaux et de la société civile à la définition et la mise en œuvre de programmes qui valorisent ces ressources naturelles tout en préservant leur pérennité pour les générations futures.

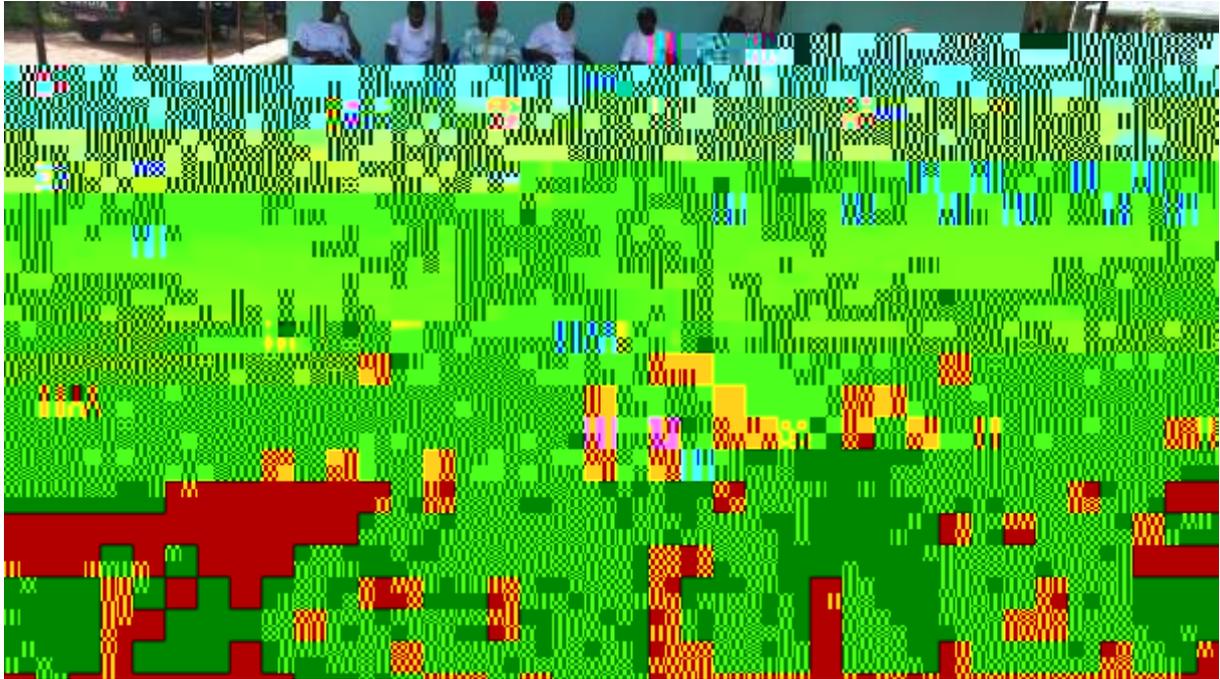


*Transformation et séchage du barracuda par l'Association des femmes de Buba (photo R. Jumpe)*

Activités développées en 2013 par l'UICN en collaboration avec ses membres et partenaires

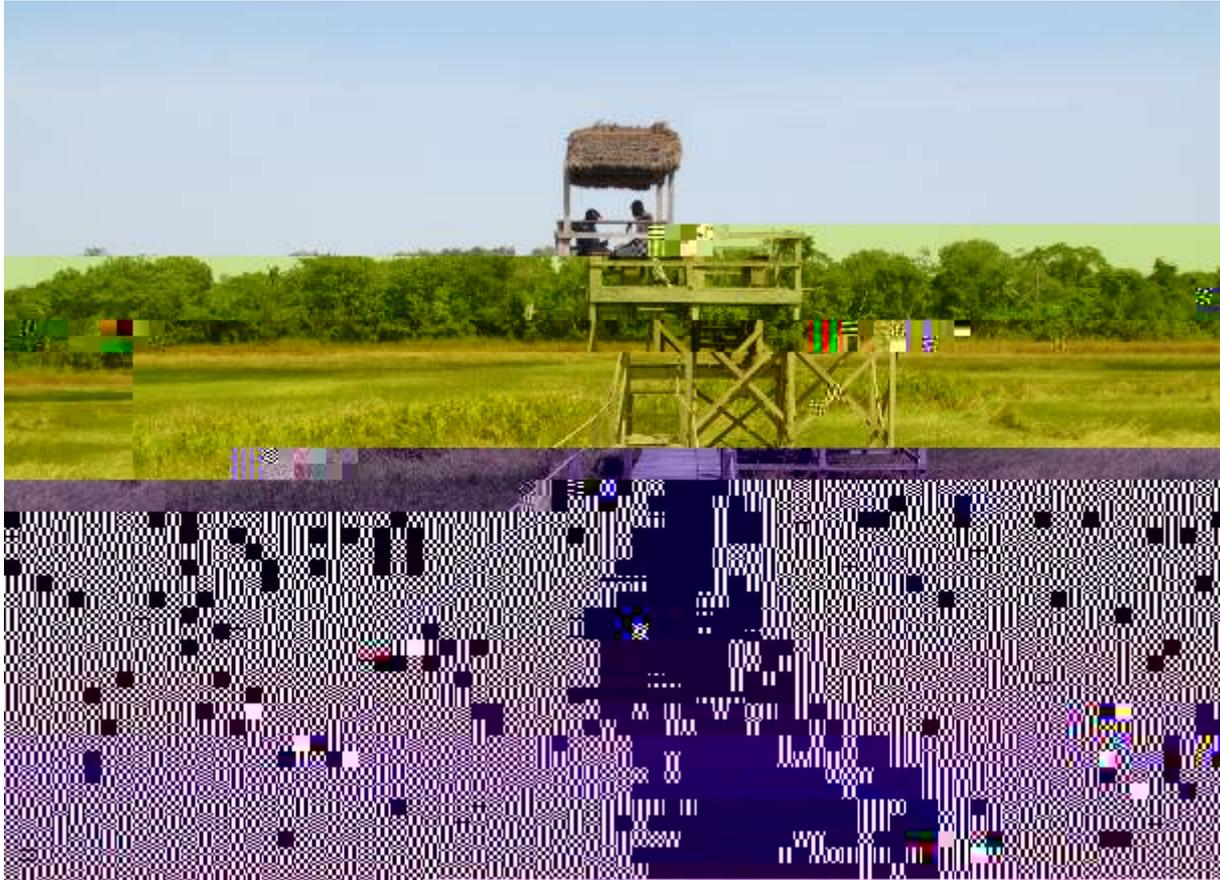
Avec ses grandes superficies de mangroves, le Rio Cacheu est un site d'intérêt stratégique sur le plan environnemental. Il est aussi le lieu de vie de communautés humaines qui conservent un patrimoine culturel d'une grande richesse. Les savoirs accumulés par ces populations, qui vivent depuis des générations en intimité avec le fleuve, sont une richesse précieuse.

COAJOO. Des initiatives d'éducation environnementale ont été entreprises avec le soutien des ONG Palmeirinha et AD qui ont travaillé avec les professeurs et les élèves du Parc National des Mangroves du Rio Cacheu - PNTC pour inclure cet ensemble de connaissances et de préoccupations dans le programme scolaire.



*Concertation sur les règles de pêche dans le Rio Cacheu lors de l'assemblée générale des pêcheurs locaux (photo P. Campredon)*

La Guinée Bissau bénéficie en principe de nombreux atouts en matière de tourisme : proximité de l'Europe, climat favorable, biodiversité riche, paysages, patrimoine culturel. Ces richesses sont encore relativement bien conservées, en particulier au sein du système national d'aires protégées. L'objectif de ce projet vise à promouvoir les principes d'un tourisme responsable et renforcer les initiatives existantes d'écotourisme dans les Aires Protégées (AP) en partenariat avec l'IBAP et en collaboration avec les communautés locales, la Direction Générale du Tourisme (DGT), la Cellule d'évaluation des impacts environnementaux (CAIA) et le secteur privé. Durant l'année, un diagnostic



*Passerelle et Mirador au Parc Naturel des Lagoas de Cufada (Photo F. Airaud)*

L'initiative Rias do Sul de co-gestion de la pêche artisanale développe des solutions alternatives aux impacts négatifs de la pêche migrante au bénéfice des pêcheurs résidents. Le régime d'accès libre conduit en effet au pillage des ressources halieutiques au détriment des populations locales. En se basant sur l'expérience de co-gestion des pêches dans le Rio de Buba menée depuis les années 1990 avec le Ministère des Pêches et des Ressources Halieutiques et l'UICN, le projet vise à mettre en place un régime d'accès réservé aux pêcheurs résidents sur trois des plus importantes rias du pays : Rio Cacheu, Rio grande de Buba et Rio Cacine.

L'objectif est ici de gérer durablement les ressources halieutiques tout en préservant un environnement stratégique pour la reproduction et pour la sécurité des populations de poissons en

communautés résidentes, le tout en veillant systématiquement à l'intégration de ces différentes composantes. L'intervention repose par conséquent sur l'intégration de différents départements du Ministère des Pêches et des Ressources Halieutiques à travers les composantes recherche (en lien avec le CIPA) – concertation sur les règles de pêche et les modalités d'accès (en lien avec la DSPA) – surveillance maritime (en lien avec FISCAP) et développement économique (avec la DSPA).

Un coordonateur national et trois animateurs veillent à la mise en œuvre du projet en étroite

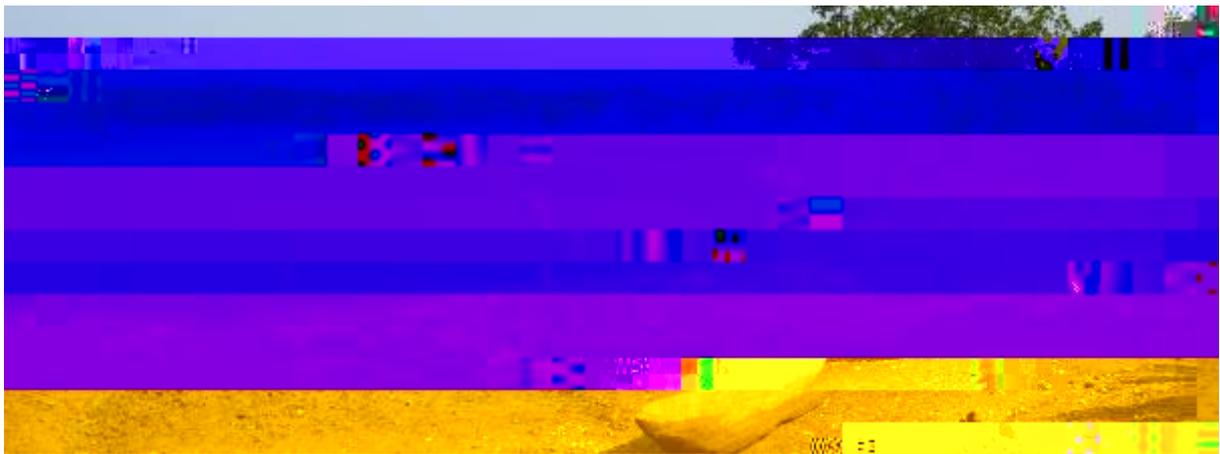


projets miniers. Dans ce contexte, et avec l'appui du gouvernement, le GTP-IE (Groupe de Travail sur le Pétrole et les Industries Extractives) une coalition d'institutions publiques et d'organisations de la société civile a été créée afin d'œuvrer à la promotion et au respect des bonnes pratiques sociales et environnementales à travers des actions de plaidoyers, de renforcement de capacités, d'organisation des acteurs locaux et de communication diverses. Les actions des membres du GTP-IE ont notamment permis de démocratiser le processus des industries extractives (notamment lors des





- Adoption de nouvelles Lois portées par le Secrétariat d'Etat de l'Environnement et du Tourisme pour interdire la construction d'habitations et d'infrastructures dans les zones humides et pour interdire l'importation de sachets plastiques.
- Concertation avec les membres du réseau PREE/PRCM sur les priorités d'une 2<sup>e</sup> phase en utilisant la méthode « Open Standards : MIRADI ».
- Début des activités du Projet « Promotion d'un tourisme durable et écologique dans les aires protégées de Guinée Bissau ».
- Mission d'appui du PACO pour la planification technique et financière du projet « Rias do Sul » avec les partenaires.
- Participation et présentation d'une communication au WEEC (Congrès Mondial de l'Education à l'Environnement) en juin 2013 à Marrakech.
- Participation et organisation d'un atelier et d'un side event sur l'éducation et la communication environnementale au 7<sup>e</sup> Forum Régional Marin et Côtier du PRCM en novembre 2013 à Dakar.
- Mobilisation contre l'accaparement par des investisseurs touristiques des îles de l'Archipel des Bijagós.
- Mobilisation contre le commerce illicite de bois en organisant des missions de dénonciation sur le terrain, des débats et des prises de position aux niveaux national et international notamment avec l'IBAP et la représentation de l'UE en Guinée Bissau.
- Animation d'un atelier de formation des membres du réseau des parlementaires sur les problématiques de la pêche illégale et de la gestion durable des ressources halieutiques en collaboration avec l'Assemblée Nationale Populaire et le réseau régional APPEL.
- Renforcement du dialogue entre les parties prenantes des zones transfrontalières (avec le Sénégal et la Guinée) pour améliorer les modes de gestion des ressources naturelles dans ces régions et pour construire les bases de futurs parcs transfrontaliers dans l'esprit des « Parcs pour la Paix ».



*Port de Cubompôr, Parc Naturel des mangroves du rio Cacheu (photo P. Campredon)*

## ACRONYMES

AD	: Acção para o Desenvolvimento
AMP	: Aire Marine Protégée
AP	: Aire Protégée
APPEL	: Association des Parlementaires et des Elus Locaux pour l'Environnement
CAIA	: Cellula de Avaliação dos Impactos Ambientais
CEATA	: Centro de Estudos Ambientais e Tecnologia Apropriada
CIPA	: Centro de Investigaçao Pesqueira Aplicada
COAJOO	: Cooperativa Agricola dos Jovens Quadros
DGFF	: Direcção Geral das Florestas e Fauna
DGT	: Direcção Geral do Turismo
DSPA	: Direcção de Servicio da Pesca Artesanal
FISCAP	: Fiscalisação da Pesca
IBAP	: Instituto da Biodiversidade e das Areas Protegidas
INEP	: Instituto Nacional de Estudos e Pesquisa
MAVA	: Fondation pour la Nature
PACO	: Programme régional de l'UICN pour l'Afrique Centrale et Occidentale
PNO	: Parc National d'Orango
PNTC	: Parque Natural dos Tarrafes do rio Cacheu
PRCM	: Partenariat Régional de Conservation de la zone Côtière et Marine
PREE	: Programme Régional d'Education à l'Environnement
UCF	: Unidade Central de Fiscalização
UE	: Union Européenne
UEMOA	: Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
WEEC	: World Environmental Education Congress